



**EUROPEAN UNION**

PC.DEL/501/17  
7 April 2017

Original: FRENCH

**OSCE Permanent Council No 1141  
Vienne, le 6 Avril 2017**

---

**Déclaration de l'UE sur la situation des homosexuels en Tchétchénie**

---

L'Union européenne est préoccupée par rapport à plusieurs informations émanant de la presse et de la société civile, ainsi que des témoignages de victimes, faisant état d'arrestations massives d'hommes en Tchétchénie, en raison de leur orientation sexuelle réelle ou présumée, de cas de torture ainsi que de trois décès.

La réaction des autorités tchétchènes, qui ont cherché à nier l'existence même d'homosexuels parmi la population de Tchétchénie, ou laissé entendre que s'il y en avait, ils seraient tués par leurs propres familles, n'est pas de nature à garantir la sécurité de leurs citoyens. Pire, elle crée un climat d'impunité propice à la perpétuation de tels crimes.

Ces actes de discriminations et d'intolérance envers les homosexuels en Tchétchénie, s'ils sont effectivement avérés, constituent des crimes et une claire violation des engagements internationaux de la Russie en faveur des libertés fondamentales, de la lutte contre l'intolérance et de la promotion de l'égalité, tels que prévus par le Pacte international des droits civils et politiques et d'autres engagements internationaux y compris de l'OSCE.

Il appartient aux autorités de la Fédération de Russie de se démarquer des propos haineux tenus par les autorités tchétchènes et de les rejeter sans équivoque. Nous appelons également les autorités russes à tout mettre en œuvre pour faire cesser ces exactions, protéger les victimes et garantir la sécurité de tous les citoyens tchétchènes sans discriminations. Toute la lumière doit être faite sur les allégations d'arrestations et assassinats, par le biais d'enquêtes



## EUROPEAN UNION

approfondies. Les représentants de la société civile actifs en Tchétchénie doivent également être protégés dans leur combat pour la défense des droits de l'homme en Tchétchénie.

L'UE rappelle son engagement en faveur de l'égalité et contre les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre partout dans le monde.

L'Ancienne République yougoslave de Macédoine\*, le Monténégro\* et l'Albanie\*, pays candidats; la Bosnie-Herzégovine, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel; l'Islande et la Norvège, pays de l'AELE membres de l'Espace économique européen; ainsi que la Géorgie se rallient à cette déclaration.

\* L'Ancienne République yougoslave de Macédoine, le Monténégro et l'Albanie continuent à participer au Processus de stabilisation et d'association.